

1)

(N° 105)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1919-1920.

Proposition de loi du 11 avril 1895 relative à la formation des listes des électeurs communaux, et du 12 septembre 1895 relative aux élections communales, et visant spécialement l'admission des femmes à l'électorat féminin ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. HUYSMANS.

MESSIEURS,

La proposition de loi, modifiant les lois du 11 avril 1895 relative à la formation des listes des électeurs communaux, et du 12 septembre 1895, relative aux élections communales, et, visant spécialement l'admission des femmes à l'électorat communal, a été déposée une première fois par MM. Imperiali et consorts à la date du 7 mai 1919 et votée aux sections par 80 voix contre 52 et une abstention. Elle fut adoptée par la Section centrale par 5 voix contre 2.

La dissolution des Chambres frappa la proposition de caducité. Mais à la date du 24 décembre 1919, MM. Colaert, Carton de Wiart, Segers, Levie, de Liedekerke et de Wouters la représentèrent. Un accord public était intervenu entre la droite et la plupart des membres de l'extrême gauche. L'engagement portait non seulement sur l'adoption des idées dominantes de la proposition, mais également sur la nécessité, dans l'intérêt d'une bonne administration, de résoudre le problème aussi vite que possible.

La proposition de loi fut soumise de nouveau à l'examen des sections, les 24, 28 et 29 janvier 1920. Elles émiront cette fois 94 suffrages favorables contre 24 non et 9 abstentions.

(1) Projet de loi, n° 16.

(2) La Commission était composée de MM. BRUNET, président, BAUDRUX, COLAERT, DEYÈZE, FISCHER, HUYSMANS, HOUTART, LEVIE, MAX, RAEMDONCK, TROCKET, VAN BELLE, VAN ISACKER.

Pour permettre à la minorité d'être représentée, la Section centrale fut transformée en une commission de treize membres qui s'est réunie les 5, 11 et 18 février 1920.

*
* *

Les discussions qui avaient eu lieu en sections se sont reproduites à la Commission. Celle-ci a été unanimement d'avis, — comme l'était la majorité de la Chambre à la veille de la dissolution, — qu'il est urgent de procéder dans le plus bref délai possible à de nouvelles élections communales.

Voici comment s'exprimait déjà le 7 mai 1919, M. Impériali dans le développement de sa proposition de loi :

« Dans de nombreuses communes, les Conseils ont été décimés au cours des années de guerre.

» Il en est qui ne comportent plus le nombre légal de conseillers qui permette à l'assemblée de délibérer valablement.

» Dans d'autres, le Conseil est réduit au personnel strictement nécessaire, si bien qu'il y a pratiquement une difficulté extrême pour ces Conseils à se réunir dans des conditions normales.

» Il en résulte que de nombreuses communes, surtout dans la partie rurale du pays, se trouvent en réalité dépourvues de leurs organismes essentiels, à un moment où, par suite de la guerre, la gestion des intérêts est particulièrement difficile.

» Cette situation est extrêmement grave, et il est urgent que les Conseils communaux soient reconstitués le plus tôt possible. »

En décembre 1919, M. Colaert a résumé ces arguments en une phrase :
« *Les élections communales ne peuvent être retardées au delà de 1920.* »

Les raisons, invoquées en 1919, ont encore plus de fondement aujourd'hui. Dans nombre de communes, les Conseils, élus au quadruple suffrage, ont perdu toute autorité morale, et plusieurs membres de députations permanentes ne nous ont pas caché leur inquiétude au sujet de la facilité avec laquelle certaines administrations dépensent de l'argent, en abandonnant à leurs successeurs le soin de trouver les ressources nécessaires.

La Commission est donc d'avis qu'il faut essayer d'aboutir promptement.

A cet effet, elle propose à la Chambre de détacher du texte à reviser tous les passages relatifs à la *formation des listes électorales*, (loi du 11 avril 1895) afin de permettre aux communes de se mettre au travail immédiatement. Elle y a ajouté quelques articles de la loi du 12 septembre 1895, sur lesquels on semble d'accord, comme l'unification du système de Représentation Proportionnelle, la suppression des conseillers supplémentaires, la durée des mandats, et réserve pour une discussion ultérieure, les questions techniques dont la solution n'est pas urgente, ainsi que les questions sur lesquelles un débat s'annonce, comme la nomination des bourgmestres. Ces questions peuvent être résolues en cours de route, mais, bien entendu, avant la fin de la présente session. Si la Chambre adopte cette manière de voir, la Commission reprendra son travail à bref délai.

* * *

Les idées qui ont réuni la grande majorité des voix au sein de la Commission sont les suivantes :

1° D'une part, abolir le suffrage plural, ramener l'âge électoral à l'âge de la majorité légale (21 ans), réduire la durée du domicile de trois ans à six mois ; d'autre part, étendre le droit de vote aux femmes ;

2° Supprimer les conseillers supplémentaires (patrons et ouvriers) ;

3° Appliquer aux élections communales le système de représentation proportionnelle en usage aux élections législatives, sauf l'apparementement dont l'application, en ce domaine, est impossible ;

4° Fixer la durée des mandats à six ans, conformément à la loi communale de 1836 restée en vigueur jusqu'en 1895, et, pour assurer l'application de la représentation proportionnelle, supprimer les renouvellements partiels ainsi que les éligibles de sections ou hameaux.

Il aura suffi d'énoncer ces idées pour s'apercevoir que l'on a voulu, en somme, « unifier » et se rapprocher autant que possible du texte de la loi qui a servi de base à la formation des listes pour la Constituante.

On les retrouve déjà dans les diverses propositions de l'extrême gauche sur l'électorat communal et notamment dans la proposition du 27 novembre 1900.

Cette tendance à l'unification s'est d'ailleurs manifestée avant chaque consultation électorale, depuis un quart de siècle. Voici, en effet, comment s'exprimait le 31 juillet 1901, M. Arthur Verhaegen, dans le rapport qu'il avait été chargé de faire sur les propositions de réforme électorale, déposées l'année précédente :

« La majorité des membres de la Section centrale a exprimé l'avis qu'il y avait lieu d'*unifier* les lois électorales, pour les Chambres législatives, les provinces et les communes, notamment en ce qui concerne l'âge de l'électorat, le temps de la résidence et le nombre de votes à accorder à chaque électeur ».

On peut donc dire que le régime sur lequel est basé le recrutement actuel des conseils communaux était condamné bien avant la guerre.

On ne s'explique le maintien de cette législation surannée, malgré l'opinion défavorable de la majorité de la Chambre, que par l'acuité de nos oppositions politiques et aussi par l'idée étrangement erronée qu'une concession équitable doit être regardée comme un acte de faiblesse gouvernementale.

Les autres changements, que la Commission propose d'apporter aux lois de 1895, sont ou bien de simples modifications de style, ou bien, des emprunts faits soit à la loi électorale pour la Constituante (art. 8 à 15), soit à la proposition de M. Mechelynck du 5 mars 1913.

Un seul texte est nouveau. Il vise l'exclusion des femmes qui, inscrites aux contrôles de la prostitution, résident dans des maisons de tolérance. La

majorité de la Commission a été d'avis que l'exclusion devait être limitée aux cas qui peuvent être contrôlés d'une façon indiscutable.

*
* *

Nous ne rééditerons pas ici les arguments divers que l'on a fait valoir, de part et d'autre, pour justifier ou repousser le vote des femmes à la commune. On les trouvera, en résumé, dans le rapport de M. Colaert du 16 juillet 1919 et dans la note de minorité de M. Devèze, portant la même date.

La discussion de cette question a révélé en somme trois tendances principales. D'abord, deux opinions, qui s'excluent. Les partisans et les adversaires du suffrage des femmes à tous les degrés. Ensuite, ceux qui pour des raisons d'opportunité ou dans le but de faire aboutir la revision constitutionnelle veulent préparer l'accession de la femme par l'octroi du vote à la commune.

Les chiffres que nous avons reproduits ci-dessus démontrent que la très grande majorité de membres de la Chambre se sont déclarés partisans, pour les élections communales, du suffrage universel sans distinction de sexe. A la Commission, deux membres seulement s'y sont déclarés hostiles.

Au fond, c'est l'accord public qui s'est établi à la Chambre avant la dissolution entre la droite et l'extrême gauche qui a dominé les débats et déterminé les attitudes. De part et d'autre, les membres qui avaient des préférences pour des modalités, y ont renoncé parce qu'ils voulaient rester strictement fidèles au pacte, et aboutir. C'est pour cette raison également que les partisans d'une formule, créant deux corps électoraux distincts, l'un masculin, l'autre féminin, ont retiré leur amendement.

*
* *

Nous ne referons pas non plus l'histoire parlementaire des propositions ou amendements, portant sur l'octroi du suffrage féminin à la commune. Cet historique a été fait récemment par l'honorable M. Segers dans son discours du 2 avril 1919. Il nous suffira d'indiquer quelques points de repère : pour le groupe socialiste, l'amendement de 1895 et les propositions de 1900 et de 1902, pour la droite, les propositions de 1919 et 1920.

La majorité de la Commission pense qu'il est désormais impossible de refuser à la moitié des Belges le droit de faire tout au moins la preuve de leur capacité administrative, préparation à l'exercice complet de leurs droits politiques. L'administration communale n'est qu'une extension de la vie familiale. Comme le disait récemment un homme d'État de Grande-Bretagne, les femmes sont depuis des siècles les chanceliers de l'échiquier dans la plupart des ménages, et l'expérience a démontré qu'elles savent faire des prodiges que les hommes n'ont pas même soupçonnés.

Au point de vue politique, nous partageons l'avis de M. le Ministre de la Justice. Il écrivait, le 27 novembre 1900, au nom de ses cosignataires,

dans le développement de sa proposition, les paroles suivantes qui résument notre conviction :

« L'exemple des classes ouvrières, n'est-il pas là pour montrer que l'exercice même du droit de suffrage est la meilleure des écoles pour développer la capacité politique? La subordination légale de la femme consolide sa subordination morale et intellectuelle. Son émancipation politique favoriserait, au contraire, le libre essor de sa personnalité. »

Le Rapporteur,

CAM. HUYSMANS.

Le Président,

ÉMILE BRUNET.

(6)

**TEXTE
PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.**

TITRE PREMIER.

**Modifications
à la loi du 11 avril 1895.**

Les dispositions ci-après de la loi du 11 avril 1895 relatives à la formation des listes des électeurs communaux sont abrogées, remplacées ou modifiées de la manière suivante :

ARTICLE PREMIER.

Sont électeurs pour la commune ceux qui, *sans distinction de sexe*, possédant la qualité de Belge ou ayant obtenu la naturalisation, *ont atteint l'âge de 21 ans* et sont domiciliés dans la commune *depuis six mois au moins*.

ART. 2.

La qualité d'électeur est constatée par l'inscription sur les listes électorales.

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.**

EERSTE TITEL.

**Wijzigingen
in de wet van 11 April 1895.**

Onderstaande bepalingen der wet van 11 April 1895 betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente worden ingetrokken, vervangen of gewijzigd als volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Zijn kiezer voor de gemeente zij, die, *zonder onderscheid van kunne*, de hoedanigheid van Belg bezitten of de naturalisatie hebben bekomen, *tevens den leeftijd van 21 jaar hebben bereikt en sedert ten minste zes maanden* hunne woonplaats in de gemeente hebben.

ART 2.

De hoedanigheid van kiezer wordt vastgesteld door de inschrijving op de kiezerslijsten.

Art. 3.

Les dispositions des articles 20 à 23 du Code électoral relativement aux exclusions et aux suspensions sont applicables aux électeurs communaux, sauf les modifications ci-après :

A la suite du 10° de l'article 21, la disposition suivante est ajoutée sous le n° 10^{bis} :

« Les femmes qui, inscrites aux » contrôles de la prostitution, rési- » dent dans des maisons de tolé- » rance.

» L'incapacité cesse dix ans après » la radiation desdits contrôles ».

Le 1^{er} alinéa du 2° de l'article 21 est remplacé par la disposition suivante : « Ceux qui ont été condamnés » à une peine d'emprisonnement de » huit jours au moins du chef de » vol, recel, abus de confiance, escro- » querie, faux, usage de faux, faux » témoignage, subornation de té- » moins, d'experts ou d'interprètes, » banqueroute frauduleuse, ou de » l'une des infractions prévues aux » articles 372 à 382, 387 à 391, 455 » du Code pénal, au chapitre II du » titre I au livre II du Code pénal, » tel qu'il a été modifié par la loi du » 4 août 1914 et les arrêtés-lois du » 11 octobre 1916 et du 8 avril 1917 » ainsi qu'à l'article 314 du même » Code, modifié par la loi du 4 août » 1914 sur l'accaparement et par les » arrêtés-lois du 10 décembre 1916 » et du 5 novembre 1918.

Art. 3.

Het bepaalde in de artikelen 20 tot 23 van het Kieswetboek betreffende de uitsluitingen en schorsingen is van toepassing op de kiezers voor de gemeente, behoudens de navolgende wijzigingen :

Na n° 10° van artikel 21 wordt de navolgende bepaling toegevoegd als n° 10^{bis} :

« De vrouwen die, ingeschreven op » de controlelijsten der geprostitueer- » den, in huizen van ontucht verblij- » ven.

» De onbekwaamheid vervalt tien » jaar nadat zij van gezegde controle- » lijsten zijn afg. voerd. »

Het 1^{ste} lid van n° 2° van artikel 21 wordt door de navolgende bepaling vervangen : « Zij, die tot eene gevan- » genisstraf van ten minste acht da- » gen werden gestraft wegens dief- » stal, verhealing, misbruik van ver- » trouwen, oplichting, valchheid, » gebruik van valsche stukken, val- » sche getuigenis, omkoopning van » getuigen, deskundigen of taalman- » nen, bedrieglijke bankbreuk, of » wegens eene der misdrijven voor- » zien bij de artikelen 372 tot 382, » 387 tot 391, 455 van het Strafwet- » boek, bij hoofdstuk II, titel I, » boek II, van het Strafwetboek, zoo- » als het werd gewijzigd door de wet » van 4 Augustus 1914 en de besluit- » wetten van 11 October 1916 en » 8 April 1917, alsmede bij artikel 314 » van hetzelfde Strafwetboek, gewij- » zigd door de wet van 4 Augustus » 1914 op den warenwoeker en de » besluit-wetten van 10 December » 1916 en 5 November 1918. »

ART. 4.

Le Collège des bourgmestre et échevins procède à la révision des listes électorales communales en même temps qu'à la révision des listes des électeurs généraux et provinciaux.

Il y maintient ou y inscrit ceux qui, réunissant les conditions de l'électorat communal, ont, au 1^{er} juillet, leur domicile *depuis six mois* au moins dans la commune.

ART. 5.

Celui qui transfère sa résidence habituelle d'une commune dans une autre avant le 1^{er} juillet ne peut être maintenu à cette date sur la liste des électeurs communaux de la commune qu'il a quittée.

ART. 6.

Sont abrogés les alinéas 7 et 8 de l'article 68 du Code électoral.

A l'alinéa 2 du même article, les mots : « depuis moins d'un an », sont remplacés par : « depuis moins de *six mois*. »

ART. 7.

Les dispositions du titre III du Code électoral, à l'exception des articles 55, 57, alinéa 1^{er}, et 59 à 62 sont applicables aux listes des électeurs communaux, *sauf les modifications résultant de la suppression*

ART. 4.

Door het College van burgemeester en schepenen wordt tot de herziening van de kiezerslijsten voor de gemeente overgegaan tegelijkertijd als tot de herziening van de kiezerslijsten voor de Wetgevende Kamers en voor de provincie.

Het behoudt of schrijft daarop alwie aan de vereischten voor het gemeentekiesrecht voldoet en tevens op 1 Juli zijne woonplaats in de gemeente heeft sedert ten minste *zes maanden*.

ART. 5.

Hij, die vóór 1 Juli zijn gewoon verblijf van eene gemeente naar eene andere overbrengt, kan, op dien datum, niet behouden worden op de lijst van de gemeentekiezers der gemeente waaruit hij is vertrokken.

ART. 6.

De alinea's 7 en 8 van artikel 68 van het Kieswetboek worden ingetrokken.

In alinea 2 van gezegd artikel worden de woorden : « sedert ten minste één jaar » vervangen door : « sedert ten minste *zes maanden*. »

ART. 7.

Het bepaalde in titel III van het Kieswetboek is, ter uitzondering van de artikelen 55, 57, 1^e lid, en 59 tot 62, van toepassing op de lijsten der gemeentekiezers, *behoudens de wijzigingen voortvloeiende uit de afschaf-*

des votes supplémentaires et de la réduction de la durée du domicile.

Les dates et les délais fixés par ces dispositions seront remplacés par ceux que déterminera un arrêté royal.

ART. 8.

Les dispositions de l'article 61, relatif à l'inscription et au droit de vote des sous-officiers, caporaux et soldats, ne sont pas applicables à ceux qui faisaient partie de l'armée avant le 12 novembre 1918.

Le quatrième alinéa de l'article 68 est modifié comme suit :

« Le lieu et la date de sa naissance et, en outre, éventuellement de sa revendication de la qualité de Belge, la date de la publication au *Moniteur* de la loi conférant la grande naturalisation ou la naturalisation ordinaire; s'il est né à l'étranger, le lieu et la date de naissance et le prénom de l'ascendant belge né en Belgique ainsi que le nom de cet ascendant s'il est autre que celui de l'électeur; si l'électeur est une femme mariée, veuve ou divorcée, les indications ci-dessus sont données, le cas échéant, non pour la femme, mais pour son époux, et sont précédées des nom et prénoms de celui-ci; des lieu et date de sa naissance, et éventuellement, de sa mort ou du prononcé du divorce. Dans le cas où la femme veuve ou divorcée avait perdu la qualité de Belge par son mariage, la liste indiquera la date de la déclaration par laquelle elle a manifesté l'intention de recouvrer sa nationalité.

ving der bijkomende stemmen en uit de vermindering van den duur der woonplaats.

De door die bepalingen vastgestelde datums en termijnen worden vervangen door die, welke een koninklijk besluit zal vaststellen.

ART. 8.

Het bepaalde in artikel 61 betreffende de inschrijving en het stemrecht der onderofficieren, korporaals en soldaten is niet van toepassing op hen die vóór 12 November 1918 deel uitmaakten van het leger.

Het vierde lid van artikel 68 wordt gewijzigd als volgt :

« De plaats en den datum zijner geboorte en bovendien, bij voorkomend geval, van de opvordering der hoedanigheid van Belg, den datum van de bekendmaking in het *Staatsblad* der wet tot verleening van de groote naturalisatie of van de kleine naturalisatie; is hij in het buitenland geboren, de plaats en den datum der geboorte en den voornaam van den Belgischen ouder geboren in België, alsmede den naam van dezen ouder, in dien deze naam niet is die van den kiezer; is de kiezer eene vrouw, gehuwd, weduwe of uit den echt gescheiden, dan worden bovenstaande aanwijzingen desnoods gegeven niet voor de vrouw, doch voor haren man met voorafgaande vermelding van dezes naam en voornamen, van de plaats en den datum van zijne geboorte en, bij voorkomend geval, van zijn overlijden of van het uitspreken der echtscheiding. Mocht de vrouw, weduwe of uit den echt gescheiden, de hoedanigheid van Belg hebben verloren wegens haar

ART. 9.

La loi du 11 avril 1893 est abrogée.

Dispositions transitoires.

ART. 10.

Par dérogation à la règle d'après laquelle dans chaque commune la liste des électeurs est dressée par l'administration communale du lieu de leur domicile, les citoyens qui habitaient les localités où les dévastations de la guerre ont rendu actuellement impossible l'exécution de ce travail, seront inscrits sur des listes dressées par les soins de l'administration d'une commune voisine qui agira en lieu et place des autorités momentanément empêchées.

Un arrêté royal déterminera les communes où la confection des listes est rendue impossible. Il désignera les communes dont l'administration est chargée de dresser les listes des électeurs de la commune voisine dévastée et fixera les conditions dans lesquelles ce travail devra être effectué.

Les citoyens dont l'habitation a été détruite à la suite de faits de guerre seront maintenus ou inscrits sur les listes des électeurs de la commune qu'ils ont été contraints de quitter, si, au moment de leur départ, ils possédaient leur domicile électoral dans cette commune.

S'ils ont été inscrits, pendant le temps requis, sur les registres de

hewelijk, dan vermeldt de lijst den datum der verklaring, waardoor zij blijk gaf van het voornemen om hare nationaliteit terug te bekomen.

ART 9.

De wet van 11 April 1893 wordt ingetrokken.

Overgangsbepalingen.

ART. 10.

Met afwijking van den regel, krachtens welchen de lijst der kiezers wordt opgemaakt door het gemeentebestuur hunner woonplaats, worden de ingezetenen, die de gemeenten bewoonden, waar het, wegens de oorlogsverwoestingen thans onmogelijk is dit werk te verrichten, ingeschreven op lijsten opgemaakt door het toedoen van het bestuur eener naburige gemeente; dit bestuur treedt op in de plaats van de tijdelijk verhinderde overheden.

De gemeenten, waar het onmogelijk is geworden de lijsten op te maken, worden bij koninklijk besluit bepaald. Dit besluit wijst de gemeenten aan, waarvan het bestuur gelast is de kiezerslijsten der naburige verwoeste gemeente op te maken, en stelt vast op welke wijzen dit werk moet verricht worden.

De ingezetenen, wier woning vernietigd werd ten gevolge van oorlogsfeiten, worden op de kiezerslijsten der gemeente, welke zij gedwongen waren te verlaten, behouden of ingeschreven, indien zij er, bij hun vertrek, hunne kieswoonplaats hadden.

Werden zij gedurende den vereischten tijd ingeschreven in de bevol-

population d'une autre commune, ils ne seront valablement portés sur les listes des électeurs de cette commune que s'ils en ont fait la demande, dans les formes prévues par l'article 74 du Code électoral, avant la date fixée pour l'arrêt provisoire des listes.

L'administration communale qui recevra cette demande en donnera immédiatement information à l'autorité chargée de la confection des listes de la commune où l'intéressé était domicilié avant son départ.

Si, par suite de la destruction des registres de population ou de la tenue incomplète de ceux-ci, due aux événements de guerre, la preuve du domicile électoral ne peut être fournie dans les conditions prévues par l'article 58 du Code électoral, il pourra être suppléé à cette preuve par toutes voies de droit.

ART. 11.

Par dérogation aux dispositions de l'article 68 du Code électoral, les noms des électeurs nouvellement inscrits ne seront pas précédés d'un astérisque.

ART. 12.

Les dates et les délais fixés par la disposition du titre III du Code électoral pour la revision des listes électorales seront remplacés, pour ce qui concerne la formation des listes des électeurs communaux pour 1920-1921, par ceux que déterminera un arrêté royal.

Toutes les conditions de l'électorat devront être réunies le 1^{er} janvier 1920.

kingsregisters cener andere gemeente, dan worden zij op de kiezerslijsten dezer gemeente alleen dan geldig ingeschreven wanneer zij, op de wijzen voorzien bij artikel 74 van het Kieswetboek, de aanvraag daartoe doen vóór den datum, welke voor het voorloopig sluiten van de lijsten is bepaald.

Het gemeentebestuur, dat deze aanvraag ontvangt, moet daarvan dadelijk kennis geven aan de overheid belast met het opmaken van de lijsten der gemeente, waar de belanghebbende vóór zijn vertrek zijne woonplaats had.

Indien het bewijs van de kieswoonplaats niet op de wijzen, voorzien bij artikel 58 van het Kieswetboek, kan geleverd worden wegens de vernietiging der bevolking-registers of het onvolledig bijhouden daarvan, veroorzaakt door de oorlogsgebeurtenissen, kan dit bewijs door alle rechtsmiddelen bijgebracht worden.

ART. 11.

Met afwijking van het bepaalde in artikel 68 van het Kieswetboek, wordt er geen sterretje vóór de namen der nieuw ingeschreven kiezers geplaatst.

ART. 12.

De datums en de termijnen, door het bepaalde in titel III van het Kieswetboek vastgesteld voor de herziening der kiezerslijsten, worden, wat betreft het opmaken van de lijsten der gemeentekiezers voor 1920-1921, vervangen door die, welke een koninklijk besluit zal vaststellen.

Aan al de vereischten voor de kiesbevoegdheid moet op 1 Januari 1920 voldaan zijn.

ART. 15.

Les conseils communaux actuels seront dissous par arrêté royal.

TITRE II.

**Modifications
à la loi du 12 septembre 1895.**

ARTICLE PREMIER.

Les articles 43 à 46 de la loi du 12 septembre 1895 sont abrogés.

Les articles 254, 255, 256 alinéa 1, 257 à 266 du Code électoral sur la représentation proportionnelle sont applicables aux élections communales.

ART. 2.

Les articles 1, alinéa 1, 76 et 78 de la loi du 12 septembre 1895 sont remplacés par les dispositions suivantes :

1° ART. 1, § 1. — La réunion ordinaire des électeurs à l'effet de procéder au renouvellement des conseils communaux a lieu de plein droit, tous les six ans, le deuxième dimanche d'octobre.

2° ART. 76. — Les conseillers communaux sont élus pour un terme de six ans à compter du 1^{er} janvier qui suit leur élection; ils sont rééligibles.

3° ART. 78. — Le mandat des bourgmestres et échevins a également une durée de six ans; toutefois ils perdent cette qualité si, dans l'intervalle, ils cessent de faire partie du conseil.

ART. 13.

De tegenwoordige gemeenteraden worden bij koninklijk besluit ontbonden.

TITEL II.

**Wijzigingen
in de wet van 12 September 1895.**

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 43 tot 46 der wet van 12 September 1895 worden ingetrokken.

De artikelen 254, 255, 256 1^{ste} lid, 257 tot 266 van het Kieswetboek, betreffende de evenredige vertegenwoordiging, zijn van toepassing op de verkiezingen voor de gemeente.

ART. 2.

De artikelen 1, 1^{ste} lid, 76 en 78 der wet van 12 September 1895 worden vervangen door de volgende bepalingen :

1° ART. 1, § 1. — De gewone vergadering der kiezers ten einde over te gaan tot de hernieuwing van de gemeenteraden heeft van rechtswege plaats, om de zes jaar, op den tweeden Zondag van October.

2° ART. 76. — De gemeenteraadsleden worden verkozen voor een termijn van zes jaar te rekenen van den 1^{sten} Januari volgende op hunne verkiezing; ze zijn herkiesbaar.

3° ART. 78. — De burgemeesters en de schepenen worden insgelijks benoemd voor een termijn van zes jaar; evenwel verliezen zij deze hoedanigheid, indien zij, in den tusschentijd, ophouden deel uit te maken van den raad.

ART. 3.

Sont abrogés : l'article 4 de la loi du 11 avril 1893 et les articles 52 à 61 de la loi du 12 septembre 1893 relatifs aux conseillers communaux supplémentaires.

ART. 4.

Le Gouvernement fera coordonner les dispositions de la présente loi avec celles des lois du 11 avril 1893 et du 12 septembre 1893 qui restent en vigueur.

Le texte des dispositions coordonnées, formant les lois relatives à la formation des listes des électeurs communaux et aux élections communales, sera inséré au *Moniteur*.

ART. 3.

Worden ingetrokken : artikel 4 der wet van 11 April 1893 en de artikelen 52 tot 61 der wet van 12 September 1893 betreffende de bijkomende gemeenteraadsleden.

ART. 4.

De Regeering wordt gelast de bepalingen van deze wet samen te ordenen met die der wetten van 11 April 1893 en van 12 September 1893, welke van kracht blijven.

De tekst van de samengeordende bepalingen, welke de wetten op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en op de gemeenteverkiezingen uitmaken, zal in het *Staatsblad* opgenomen worden.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1919-1920.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 11 April 1895 op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en der wet van 12 September 1895 op de gemeenteverkiezingen, alsmede tot toekenning, aan de vrouwen, van het kiesrecht voor de gemeente ⁽¹⁾.

VERSLAG

NANENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HUYSMANS.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel tot wijziging der wet van 11 April 1895 op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en der wet van 12 September 1895 op de gemeenteverkiezingen, alsmede tot toekenning, aan de vrouwen, van het kiesrecht voor de gemeente, werd eene eerste maal ingediend door den heer Imperiali c. s. op 7 Mei 1919 en door de Afdeelingen aangenomen met 80 stemmen tegen 52 en ééne onthouding. De Middenafdeeling nam het aan met 5 stemmen tegen 2.

Door de ontbinding der Kamer verviel ook het wetsvoorstel. Doch, op 24 December 1919 werd het door de heeren Colaert, Carton de Wiart, Segers, Levie, de Liedekerke en de Wouters d'Oplinter opnieuw ingediend. Tusschen de rechterzijde en de meeste leden der uiterste linkerzijde was een openlijke overeenkomst tot stand gekomen. Deze betrof niet alleen de aanvaarding der hoofdgedachten van het voorstel, maar ook de noodzakelijkheid om, in het belang eener goede bestuursregeling, het vraagstuk zoodra mogelijk op te lossen.

Op 21, 28 en 29 Januari 1920 werd het wetsvoorstel opnieuw aan het onderzoek der afdeelingen onderworpen. Ditmaal brachten zij 91 ja-stemmen uit tegen 21 neen en 9 onthoudingen.

(1) Wetsontwerp, nr 16.

(2) De Commissie bestond uit de heeren BRUNET, voorzitter, BAUDRUX, COLAERT, DEVÈZE, FISCHER, HUYSMANS, HOUTART, LEVIE, MAX, RAENDONCK, TROCKET, VAN BELLE en VAN ISACKER.

Opdat de minderheid zou vertegenwoordigd zijn, werd de Middenafdeeling hervormd tot eene Commissie van dertien leden; deze vergaderde op 5, 11 en 18 Februari 1920.

* * *

De besprekingen, welke reeds in de afdeelingen hadden plaats gehad, werden in de Commissie herhaald. Eenparig was deze van gevoelen, — evenals de meerderheid van de Kamer vóór de ontbinding — dat binnen den kortst mogelijken tijd dient te worden overgegaan tot nieuwe gemeenteverkiezingen.

Ziehier hoe, reeds op 7 Mei 1919, de heer Imperiali zich in de toelichting van zijn wetsvoorstel uitdrukte:

« In talrijke gemeenten werd het getal gemeenteraadsleden gedurende den oorlog zeer gedund.

» Sommige raden hebben niet meer het wettelijk getal leden, vereischt om geldig te kunnen beraadslagen.

» In andere raden is het getal op het streng noodige geslonken, zoodat het voor die raden feitelijk hoogst moeilijk is, in de normale voorwaarden te vergaderen.

» Daaruit volgt dat tal van gemeenten, vooral op het platteland, werkelijk van hunne hoofdzakelijke instellingen beroofd zijn, en wel wanneer het ten gevolge van den oorlog uiterst moeilijk is, het beheer der zaken waar te nemen.

» Deze toestand is zeer erg en het is dringend noodig dat de gemeenteraden zoo spoedig mogelijk weer hersteld worden. »

In December 1919 vatte de heer Colaert deze bewijsvoevingen in een enkelen volzin samen: *De gemeenteverkiezingen kunnen niet tot na 1920 worden verdaagd.*

De in 1919 aangevoerde beweëgredenen zijn heden nog meer gegrond. In tal van gemeenten is aan de gemeenteraden, door het viervoudig kiesrecht verkozen, elk zedelijk gezag ontvallen en talrijke leden van bestendige deputatiën hebben ons niet verzwegen hoe zij bekommerd zijn om de lichtzinnige wijze, waarop sommige gemeentebesturen uitgaven doen, aan hunne opvolgers de zorg overlatend zich de noodige geldmiddelen te verschaffen om die te bestrijden.

De Commissie is dus van gevoelen dat er moet naar gestreefd worden, spoedig tot een oplossing te komen.

Daartoe stelt zij aan de Kamer voor, van den te herzien tekst af te scheiden al wat betreft *het opmaken van de kiezerlijsten* (wet van 11 April 1895), opdat de gemeenten zich dadelijk aan 't werk kunnen stellen. Zij heeft er eenige artikelen der wet van 12 September 1895 aan toegevoegd, waarover men het eens scheen te zijn, zooals het brengen van eenheid in het stelsel der Evenredige Vertegenwoordiging, de afschaffing van de bijkomende raadsleden, den duur der mandaten; voor een latere behandeling voorbe-

houdt zij de zaken van technischén aard, waarvan de oplossing niet spoedeischend is, evenals de zaken waarover wellicht een debat zal ontstaan, met name de benoeming van de burgemeesters. Deze zaken kunnen later opgelost worden, doch, wel te verstaan, vóór het einde van dit zittingsjaar. Bijaldien de Kamer zich met deze zienswijze vereenigt, zal de Commissie hare werkzaamheden eerlang hervatten.

*
* *

De navolgende wijzigingen hebben de groote meerderheid der stemmen in den schoot der Commissie verworven :

1^o Eenerzijds, opheffing van het meervoudig kiesrecht, bepaling van den leeftijd voor kiesbevoegdheid op den leeftijd der wettelijke meerderjarigheid (21 jaar), vermindering van den duur der woonplaats van 3 jaar tot 6 maand; andérszijds, invoering van het vrouwenkiesrecht;

2^o Afschaffing van de bijkomende raadsleden (patroons en werklieden);

3^o Toepassing op de gemeenteverkiezingen van het stelsel der evenredige vertegenwoordiging, thans toegepast voor de wetgevende verkiezingen, behalve voor de lijstengroepering, waarvan de toepassing op dit gebied niet mogelijk is;

4^o Bepaling van den duur van het lidmaatschap op zes jaar, overeenkomstig de gemeentewet van 1836, dat van kracht is gebleven tot in 1895, en, om de toepassing van de evenredige vertegenwoordiging te verzekeren, afschaffing van de gedeeltelijke herkiezingen, evenals van de verkiesbaren voor de wijken of de gehuchten.

Het zal volstaan deze gedachten onder woorden te brengen om te doen inzien dat men in den grond wilde « eenheid invoeren » en zooveel mogelijk den tekst overnemen van de wet, welke aan het opmaken der lijsten voor de Constituante ten grondslag heeft gediend.

Men vindt ze bereids terug in de verscheidene voorstellen der uiterste linkerzijde betreffende het gemeentekiesrecht, namelijk in het voorstel van 27 November 1900.

Deze strekking tot eenheid kwam trouwens aan den dag vóór elke verkiezing, sedert een kwart eeuw. Ziehier inderdaad wat de heer Arthur Verhaegen schreef, op 31 Juli 1901, in het verslag dat hij belast was op te maken over de ontwerpen tot keshervorming, het vorige jaar ingediend :

« De meerderheid van de leden der Middenafdeeling is van oordeel dat eenheid dient te worden gebracht in de kieswetten voor de Wetgevende Kamers, de provinciën en de gemeenten, namelijk wat betreft den leeftijd voor de kiesbevoegdheid, den duur van het verblijf en het getal stemmen aan elken kiezer te verleenen. »

Men mag dus zeggen dat het tegenwoordig stelsel van verkiezing der gemeenteraadsleden sedert lang vóór den oorlog veroordeeld was.

Het behoud van deze veronderde wetgeving, ondanks de ongunstige stemming bij de meerderheid der Kamerleden, is enkel te verklaren door de hevigheid onzer politieke kampen en ook door de zoo verkeerde meening, dat eene rechtvaardige toegeving moet beschouwd worden als eene daad van Regeeringszwakheid.

De overige wijzigingen in de wetten van 1895, door de Commissie voorgesteld, zijn ofwel eenvoudige stijlwijzigingen, ofwel ontleend hetzij aan de kieswet voor de Constituante (art. 8 tot 15), hetzij aan het ontwerp-Meehelynck, van 5 Maart 1913.

Een enkele tekst is nieuw. Hij bedoelt de uitsluiting der vrouwen die, op de contrôlelijsten der geprostitueerden ingeschreven, in een huis van ontucht verblijven. De meerderheid van de Commissie was van meening dat de uitsluiting moest beperkt blijven tot de gevallen, die op onbetwistbare wijze kunnen gecontroleerd worden.

*
* *

Wij zullen hier niet opnieuw de beweegredenen herhalen, die men van beide zijden heeft in 't midden gebracht voor of tegen het kiesrecht der vrouwen voor de gemeente; zij zijn beknopt vermeld in het verslag van den heer Colaert, van 16 Juli 1919, en in de nota der minderheid van den heer Devèze, van denzelfden datum.

De behandeling van dit vraagstuk heeft ten slotte drie hoofdstrekkingen aan het licht gebracht. Eerstens, twee meeningen die elkander buitensluiten: de voorstanders en bestrijders van het vrouwenkiesrecht op elk gebied. Vervolgens, degenen die, om gepastheidsredenen of met het doel de Grondwetsherziening tot een goed einde te brengen, het toelaten van de vrouwen tot de gemeenteraden willen voorbereiden door het verleenen van het kiesrecht.

Uit de cijfers, die wij hooger hebben aangehaald, blijkt dat de groote meerderheid der Kamerleden zich voorstander verklaarden van het algemeen kiesrecht voor de gemeenteverkiezingen zonder onderscheid van kunne. In de Commissie hebben slechts twee leden er zich tegen verklaard.

In den grond is het wel de openlijke overeenkomst, in de Kamer vóór de ontbinding gesloten tusschen de rechterzijde en de uiterste linkerzijde, welke de besprekingen beheerschte en de houdingen bepaalde. Van beide zijden hebben de leden, die een voorkeur hadden voor modaliteiten, daarvan afgezien, omdat zij de overeenkomst wilden naleven en tot een uitslag komen. Om dezelfde reden hebben de voorstanders van eene oplossing, die twee onderscheiden kiezerskorpsen, een mannelijk en een vrouwelijk, wilden tot stand brengen, hun amendement laten vallen.

*
* *

Wij komen ook niet terug op de parlementaire geschiedenis van de wetsontwerpen of amendementen tot verleening van het vrouwenkiesrecht

voor de gemeente. Deze geschiedenis werd onlangs door den achtbaren heer Segers uiteengezet in zijne redevoering van 2 April 1919. Het zal volstaan te wijzen op enkele steunpunten : voor de socialistische groep, het amendement van 1895 en de wetsontwerpen van 1900 en 1902, voor de rechterzijde de wetsontwerpen van 1919 en 1920.

De meerderheid van de Commissie meent dat het voortaan onmogelijk is, aan de helft der Belgen het recht te ontzeggen om ten minste de proef te leveren van hunne bestuursbekwaamheid, die eene voorbereiding is tot het volledig uitoefenen hunner politieke rechten. Het gemeentebestuur is slechts eene uitbreiding van het familieleven. Zooals onlangs een Engelsch Staatsman zegde, zijn de vrouwen sedert eeuwen de ministers van financiën in de meeste gezinnen, en uit de ondervinding is gebleken dat zij wonderen kunnen verrichten, welke door de mannen zelfs niet vermoed werden.

Op politiek gebied deelen wij de meening van den Minister van Justitie. Op 27 November 1900 schreef, hij namens zijne medeonderteekenaars, in de toelichting van zijn wetsvoorstel, de volgende woorden, die ons oordeel samenvatten :

« Is het voorbeeld, door de arbeidende klassen gegeven, niet daar om te bewijzen dat de uitoefening zelf van het kiesrecht de beste school is om de politieke bekwaamheid te ontwikkelen? De wettelijke ondergeschiktheid van de vrouw versterkt hare zedelijke en verstandelijke ondergeschiktheid. Hare politieke ontvoogding zou daarentegen de vrije vlucht harer persoonlijkheid bevorderen ».

De Verslaggever,

CAM. HUYSMANS.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

(6)

**TEXTE
PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.**

TITRE PREMIER.

**Modifications
à la loi du 11 avril 1895.**

Les dispositions ci-après de la loi du 11 avril 1895 relatives à la formation des listes des électeurs communaux sont abrogées, remplacées ou modifiées de la manière suivante :

ARTICLE PREMIER.

Sont électeurs pour la commune ceux qui, *sans distinction de sexe*, possédant la qualité de Belge ou ayant obtenu la naturalisation, *ont atteint l'âge de 21 ans* et sont domiciliés dans la commune *depuis six mois au moins*.

ART. 2.

La qualité d'électeur est constatée par l'inscription sur les listes électorales.

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.**

EERSTE TITEL.

**Wijzigingen
in de wet van 11 April 1895.**

Onderstaande bepalingen der wet van 11 April 1895 betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente worden ingetrokken, vervangen of gewijzigd als volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Zijn kiezer voor de gemeente zij, die, *zonder onderscheid van kunne*, de hoedanigheid van Belg bezitten of de naturalisatie hebben bekomen, *tevens den leeftijd van 21 jaar hebben bereikt* en *sedert ten minste zes maanden* hunne woonplaats in de gemeente hebben.

ART 2.

De hoedanigheid van kiezer wordt vastgesteld door de inschrijving op de kiezerslijsten.

Art. 3.

Les dispositions des articles 20 à 23 du Code électoral relativement aux exclusions et aux suspensions sont applicables aux électeurs communaux, sauf les modifications ci-après :

A la suite du 10° de l'article 21, la disposition suivante est ajoutée sous le n° 10^{bis} :

« Les femmes qui, inscrites aux » contrôles de la prostitution, rési- » dent dans des maisons de tolé- » rance.

» L'incapacité cesse dix ans après » la radiation desdits contrôles ».

Le 1^{er} alinéa du 2° de l'article 21 est remplacé par la disposition suivante : « Ceux qui ont été condamnés » à une peine d'emprisonnement de » huit jours au moins du chef de » vol, recel, abus de confiance, escro- » querie, faux, usage de faux, faux » témoignage, subornation de té- » moins, d'experts ou d'interprètes, » banqueroute frauduleuse, ou de » l'une des infractions prévues aux » articles 372 à 382, 387 à 391, 455 » du Code pénal, au chapitre II du » titre I au livre II du Code pénal, » tel qu'il a été modifié par la loi du » 4 août 1914 et les arrêtés-lois du » 11 octobre 1916 et du 8 avril 1917 » ainsi qu'à l'article 311 du même » Code, modifié par la loi du 4 août » 1914 sur l'accaparement et par les » arrêtés-lois du 10 décembre 1916 » et du 5 novembre 1918.

Art. 3.

Het bepaalde in de artikelen 20 tot 23 van het Kieswetboek betreffende de uitsluitingen en schorsingen is van toepassing op de kiezers voor de gemeente, behoudens de navolgende wijzigingen :

Na n° 10° van artikel 21 wordt de navolgende bepaling toegevoegd als n° 10^{bis} :

« De vrouwen die, ingeschreven op » de controlelijsten der geprostitueer- » den, in huizen van ontucht verblij- » ven.

» De onbekwaamheid vervalt tien » jaar nadat zij van gezegde controle- » lijsten zijn afg-voerd. »

Het 1^{ste} lid van n° 2° van artikel 21 wordt door de navolgende bepaling vervangen : « Zij, die tot eene gevan- » genisstraf van ten minste acht da- » gen werden gestraft wegens dief- » stal, verhelung, misbruik van ver- » trouwen, oplichting, valsheid, » gebruik van valsche stukken, val- » sche getuigenis, omkoopung van » getuigen, deskundigen of taalman- » nen, bedrieglijke bankbreuk, of » wegens eene der misdrijven voor- » zien bij de artikelen 372 tot 382, » 387 tot 391, 455 van het Strafwet- » boek, bij hoofdstuk II, titel I, » boek II, van het Strafwetboek, zoo- » als het werd gewijzigd door de wet » van 4 Augustus 1914 en de besluit- » wetten van 11 October 1916 en » 8 April 1917, alsmede bij artikel 311 » van hetzelfde Strafwetboek. gewij- » zigd door de wet van 4 Augustus » 1914 op den warenwoeker en de » besluit-wetten van 10 December » 1916 en 5 November 1918. »

ART. 4.

Le Collège des bourgmestre et échevins procède à la révision des listes électorales communales en même temps qu'à la révision des listes des électeurs généraux et provinciaux.

Il y maintient ou y inscrit ceux qui, réunissant les conditions de l'électorat communal, ont, au 1^{er} juillet, leur domicile *depuis six mois* au moins dans la commune.

ART. 5.

Celui qui transfère sa résidence habituelle d'une commune dans une autre avant le 1^{er} juillet ne peut être maintenu à cette date sur la liste des électeurs communaux de la commune qu'il a quittée.

ART. 6.

Sont abrogés les alinéas 7 et 8 de l'article 68 du Code électoral.

A l'alinéa 2 du même article, les mots : « depuis moins d'un an », sont remplacés par : « depuis moins de *six mois*. »

ART. 7.

Les dispositions du titre III du Code électoral, à l'exception des articles 55, 57, alinéa 1^{er}, et 59 à 62 sont applicables aux listes des électeurs communaux, *sauf les modifications résultant de la suppression*

ART. 4.

Door het College van burgemeester en schepenen wordt tot de herziening van de kiezerslijsten voor de gemeente overgegaan tegelijkertijd als tot de herziening van de kiezerslijsten voor de Wetgevende Kamers en voor de provincie.

Het behoudt of schrijft daarop alwie aan de vereischten voor het gemeentekiesrecht voldoet en tevens op 1 Juli zijne woonplaats in de gemeente heeft sedert ten minste *zes maanden*.

ART. 5.

Hij, die vóór 1 Juli zijn gewoon verblijf van eene gemeente naar eene andere overbrengt, kan, op dien datum, niet behouden worden op de lijst van de gemeentekiezers der gemeente waaruit hij is vertrokken.

ART. 6.

De alinea's 7 en 8 van artikel 68 van het Kieswetboek worden ingetrokken.

In alinea 2 van gezegd artikel worden de woorden : « sedert ten minste één jaar » vervangen door : « sedert ten minste *zes maanden*. »

ART. 7.

Het bepaalde in titel III van het Kieswetboek is, ter uitzondering van de artikelen 55, 57, 1^o lid, en 59 tot 62, van toepassing op de lijsten der gemeentekiezers, *behoudens de wijzigingen voortvloeiende uit de afschaf-*

des votes supplémentaires et de la réduction de la durée du domicile.

Les dates et les délais fixés par ces dispositions seront remplacés par ceux que déterminera un arrêté royal.

ART. 8.

Les dispositions de l'article 61, relatif à l'inscription et au droit de vote des sous-officiers, caporaux et soldats, ne sont pas applicables à ceux qui faisaient partie de l'armée avant le 12 novembre 1918.

Le quatrième alinéa de l'article 68 est modifié comme suit :

« Le lieu et la date de sa naissance et, en outre, éventuellement de sa revendication de la qualité de Belge, la date de la publication au *Moniteur* de la loi conférant la grande naturalisation ou la naturalisation ordinaire; s'il est né à l'étranger, le lieu et la date de naissance et le prénom de l'ascendant belge né en Belgique ainsi que le nom de cet ascendant s'il est autre que celui de l'électeur; si l'électeur est une femme mariée, veuve ou divorcée, les indications ci-dessus sont données, le cas échéant, non pour la femme, mais pour son époux, et sont précédées des nom et prénoms de celui-ci, des lieu et date de sa naissance, et éventuellement, de sa mort ou du prononcé du divorce. Dans le cas où la femme veuve ou divorcée avait perdu la qualité de Belge par son mariage, la liste indiquera la date de la déclaration par laquelle elle a manifesté l'intention de recouvrer sa nationalité.

finq. der bijkomende stemmen en uit de vermindering van den duur der woonplaats.

De door die bepalingen vastgestelde datums en termijnen worden vervangen door die, welke een koninklijk besluit zal vaststellen.

ART. 8.

Het bepaalde in artikel 61 betreffende de inschrijving en het stemrecht der onderofficieren, korporaals en soldaten is niet van toepassing op hen die vóór 12 November 1918 deel uitmaakten van het leger.

Het vierde lid van artikel 68 wordt gewijzigd als volgt :

« De plaats en den datum zijner geboorte en bovendien, bij voorkomend geval, van de opvoeding der hoedanigheid van Belg, den datum van de bekendmaking in het *Staatsblad* der wet tot verleening van de groote naturalisatie of van de kleine naturalisatie; is hij in het buitenland geboren, de plaats en den datum der geboorte en den voornaam van den Belgischen ouder geboren in België, alsmede den naam van dezen ouder, indien deze naam niet is die van den kiezer; is de kiezer eene vrouw, gehuwd, weduwe of uit den echt gescheiden, dan worden bovenstaande aanwijzingen desnoods gegeven niet voor de vrouw, doch voor haren man met voorafgaande vermelding van dezes naam en voornamen, van de plaats en den datum van zijne geboorte en, bij voorkomend geval, van zijn overlijden of van het uitspreken der echtscheiding. Mocht de vrouw, weduwe of uit den echt gescheiden, de hoedanigheid van Belg hebben verloren wegens haar

ART. 9.

La loi du 11 avril 1893 est abrogée.

Dispositions transitoires.

ART. 10.

Par dérogation à la règle d'après laquelle dans chaque commune la liste des électeurs est dressée par l'administration communale du lieu de leur domicile, les citoyens qui habitaient les localités où les dévastations de la guerre ont rendu actuellement impossible l'exécution de ce travail, seront inscrits sur des listes dressées par les soins de l'administration d'une commune voisine qui agira en lieu et place des autorités momentanément empêchées.

Un arrêté royal déterminera les communes où la confection des listes est rendue impossible. Il désignera les communes dont l'administration est chargée de dresser les listes des électeurs de la commune voisine dévastée et fixera les conditions dans lesquelles ce travail devra être effectué.

Les citoyens dont l'habitation a été détruite à la suite de faits de guerre seront maintenus ou inscrits sur les listes des électeurs de la commune qu'ils ont été contraints de quitter, si, au moment de leur départ, ils possédaient leur domicile électoral dans cette commune.

S'ils ont été inscrits, pendant le temps requis, sur les registres de

huwelijk, dan vermeldt de lijst den datum der verklaring, waardoor zij blijk gaf van het voornemen om hare nationaliteit terug te bekomen.

ART 9.

De wet van 11 April 1893 wordt ingetrokken.

Overgangsbepalingen.

ART. 10.

Met afwijking van den regel, krachtens welken de lijst der kiezers wordt opgemaakt door het gemeentebestuur hunner woonplaats, worden de ingezetenen, die de gemeenten bewoonden, waar het wegens de oorlog-verwoestingen thans onmogelijk is dit werk te verrichten, ingeschreven op lijsten opgemaakt door het toedoen van het bestuur eener naburige gemeente; dit bestuur treedt op in de plaats van de tijdelijk verhinderde overheden.

De gemeenten, waar het onmogelijk is geworden de lijsten op te maken, worden bij koninklijk besluit bepaald. Dit besluit wijst de gemeenten aan, waarvan het bestuur gelast is de kiezerslijsten der naburige verwoeste gemeente op te maken, en stelt vast op welke wijzen dit werk moet verricht worden.

De ingezetenen, wier woning vernietigd werd ten gevolge van oorlogsfeiten, worden op de kiezerslijsten der gemeente, welke zij gedwongen waren te verlaten, behouden of ingeschreven, indien zij er, bij hun vertrek, hunne kieswoonplaats hadden.

Werden zij gedurende den vereischten tijd ingeschreven in de bevol-

population d'une autre commune, ils ne seront valablement portés sur les listes des électeurs de cette commune que s'ils en ont fait la demande, dans les formes prévues par l'article 74 du Code électoral, avant la date fixée pour l'arrêt provisoire des listes.

L'administration communale qui recevra cette demande en donnera immédiatement information à l'autorité chargée de la confection des listes de la commune où l'intéressé était domicilié avant son départ.

Si, par suite de la destruction des registres de population ou de la tenue incomplète de ceux-ci, due aux événements de guerre, la preuve du domicile électoral ne peut être fournie dans les conditions prévues par l'article 58 du Code électoral, il pourra être suppléé à cette preuve par toutes voies de droit.

ART. 11.

Par dérogation aux dispositions de l'article 68 du Code électoral, les noms des électeurs nouvellement inscrits ne seront pas précédés d'un astérisque.

ART. 12.

Les dates et les délais fixés par la disposition du titre III du Code électoral pour la revision des listes électorales seront remplacés, pour ce qui concerne la formation des listes des électeurs communaux pour 1920-1921, par ceux que déterminera un arrêté royal.

Toutes les conditions de l'électorat devront être réunies le 1^{er} janvier 1920.

kingsregisters en andere gemeente, dan worden zij op de kiezerslijsten dezer gemeente alleen dan geldig ingeschreven wanneer zij, op de wijzen voorzien bij artikel 74 van het Kieswetboek, de aanvraag daartoe doen vóór den datum, welke voor het voorloopig sluiten van de lijsten is bepaald.

Het gemeentebestuur, dat deze aanvraag ontvangt, moet daarvan dadelijk kennis geven aan de overheid belast met het opmaken van de lijsten der gemeente, waar de belanghebbende vóór zijn vertrek zijne woonplaats had.

Indien het bewijs van de kieswoonplaats niet op de wijzen, voorzien bij artikel 58 van het Kieswetboek, kan geleverd worden wegens de vernietiging der bevolking-registers of het onvolledig bijhouden daarvan, veroorzaakt door de oorlogsgebeurtenissen, kan dit bewijs door alle rechtsmiddelen bijgebracht worden.

ART. 11.

Met afwijking van het bepaalde in artikel 68 van het Kieswetboek, wordt er geen sterretje vóór de namen der nieuw ingeschreven kiezers geplaatst.

ART. 12.

De datums en de termijnen, door het bepaalde in titel III van het Kieswetboek vastgesteld voor de herziening der kiezerslijsten, worden, wat betreft het opmaken van de lijsten der gemeentekiezers voor 1920-1921, vervangen door die, welke een koninklijk besluit zal vaststellen.

Aan al de vereischten voor de kiesbevoegdheid moet op 1 Januari 1920 voldaan zijn.

ART. 13.

Les conseils communaux actuels seront dissous par arrêté royal.

TITRE II.

Modifications
à la loi du 12 septembre 1895.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 43 à 46 de la loi du 12 septembre 1895 sont abrogés.

Les articles 254, 255, 256 alinéa 1, 257 à 266 du Code électoral sur la représentation proportionnelle sont applicables aux élections communales.

ART. 2.

Les articles 1, alinéa 1, 76 et 78 de la loi du 12 septembre 1895 sont remplacés par les dispositions suivantes :

1° ART. 1, § 1. — La réunion ordinaire des électeurs à l'effet de procéder au renouvellement des conseils communaux a lieu de plein droit, tous les six ans, le deuxième dimanche d'octobre.

2° ART. 76. — Les conseillers communaux sont élus pour un terme de six ans à compter du 1^{er} janvier qui suit leur élection; ils sont rééligibles.

3° ART. 78. — Le mandat des bourgmestres et échevins a également une durée de six ans; toutefois ils perdent cette qualité si, dans l'intervalle, ils cessent de faire partie du conseil.

ART. 13.

De tegenwoordige gemeenteraden worden bij koninklijk besluit ontbonden.

TITEL II.

Wijzigingen
in de wet van 12 September 1895.

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 43 tot 46 der wet van 12 September 1895 worden ingetrokken.

De artikelen 254, 255, 256 1^{ste} lid, 257 tot 266 van het Kieswetboek, betreffende de evenredige vertegenwoordiging, zijn van toepassing op de verkiezingen voor de gemeente.

ART. 2.

De artikelen 1, 1^{ste} lid, 76 en 78 der wet van 12 September 1895 worden vervangen door de volgende bepalingen :

1° ART. 1, § 1. — De gewone vergadering der kiezers ten einde over te gaan tot de hernieuwing van de gemeenteraden heeft van rechtswege plaats, om de zes jaar, op den tweeden Zondag van October.

2° ART. 76. — De gemeenteraadsleden worden verkozen voor een termijn van zes jaar te rekenen van den 1^{sten} Januari volgende op hunne verkiezing; ze zijn herkiesbaar.

3° ART. 78. — De burgemeesters en de schepenen worden insgelijks benoemd voor een termijn van zes jaar; evenwel verliezen zij deze hoedanigheid, indien zij, in den tusschentijd, ophouden deel uit te maken van den raad.

ART. 3.

Sont abrogés : l'article 4 de la loi du 11 avril 1893 et les articles 52 à 61 de la loi du 12 septembre 1893 relatifs aux conseillers communaux supplémentaires.

ART. 4.

Le Gouvernement fera coordonner les dispositions de la présente loi avec celles des lois du 11 avril 1893 et du 12 septembre 1893 qui restent en vigueur.

Le texte des dispositions coordonnées, formant les lois relatives à la formation des listes des électeurs communaux et aux élections communales, sera inséré au *Moniteur*.

ART. 3.

Worden ingetrokken : artikel 4 der wet van 11 April 1893 en de artikelen 52 tot 61 der wet van 12 September 1893 betreffende de bijkomende gemeenteraadsleden.

ART. 4.

De Regeering wordt gelast de bepalingen van deze wet samen te ordenen met die der wetten van 11 April 1893 en van 12 September 1893, welke van kracht blijven.

De tekst van de samengeordende bepalingen, welke de wetten op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en op de gemeenteverkiezingen uitmaken, zal in het *Staatsblad* opgenomen worden.

